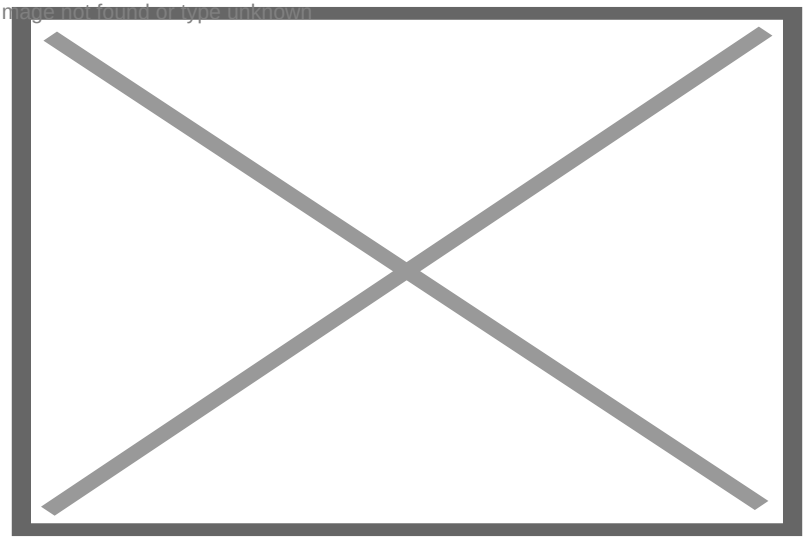
Dénoncer les projets de privatisation des fonds de pension en Équateur

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Le président équatorien, le banquier Guillermo Lasso, semble manœuvrer afin de confier la sécurité sociale au secteur privé.

Il suivrait ainsi les recettes du modèle néolibéral.

La privatisation des fonds de pension est en effet l'un des axes du modèle néolibéral, promu par la Banque mondiale, le FMI, le Fonds monétaire international et d'autres institutions financières. Le Chili, sous la dictature militaire du général Augusto Pinochet, a été le premier pays d'Amérique latine à mettre en œuvre cette pratique, qui a été suivie par d'autres pays de la région.

Des décennies de mise en œuvre de cette politique ont affecté les masses laborieuses, aggravé la pauvreté, l'inégalité des revenus et l'inégalité entre les sexes, car le salaire moyen régional des femmes

est inférieur à celui des hommes et elles sont souvent employées à temps partiel. En fin de compte, cette pratique n'a profité qu'aux élites de la société, aux banques et aux institutions financières.

Dans certains pays, cette situation s'est inversée après la crise de 2008 et l'arrivée de gouvernements progressistes, conscients qu'il est du devoir de chacun d'assurer des conditions de vie décentes aux personnes âgées après des années de contribution à la société.

Cependant, chaque fois que la droite prend le pouvoir, le fonds de pension est à nouveau sous les feux de la rampe.

Les Équatoriens se préparent donc à descendre dans la rue pour défendre leurs droits. Le FUT, le Front Unitaire des Travailleurs, le plus grande organisation syndicale en Équateur, a appelé à une manifestation jeudi prochain.

Mesías Tatamuez, un dirigeant de la FUT, a dénoncé la menace qui plane sur les fonds de pension. Sous prétexte de la crise que traverse l'Institut équatorien de la sécurité sociale, le gouvernement équatorien semble avoir l'intention de mettre certains domaines tels que l'administration des fonds de pension entre des mains privées.

La société exige que le gouvernement s'acquitte de ses obligations et règle les millions de dollars de dettes dues à l'Institut, ce qui a affecté la prestation des services de santé aux membres et le système de retraite.

En outre, en 2023, l'institution connaîtra également une réduction de 100 millions de dollars de son budget par rapport à l'année précédente.

Les autorités ont déjà confirmé la création d'une "Commission des citoyens" composée d'experts chargés d'évaluer la situation de l'Institut. Une commission dont les travailleurs sont exclus et qui, de manière suspecte, est composée d'un ancien directeur de la Banque centrale et d'un ancien vice-président, qui, dénoncent les dirigeants syndicaux, ont par hasard tenté, dans le passé, de privatiser l'institution.

Face à la situation actuelle, le Front Unitaire des Travailleurs a appelé à la création de "Fronts de défense de la protection sociale" pour empêcher la mise en œuvre des contraintes du FMI et des pratiques néolibérales de Guillermo Lasso.

Les Équatoriens descendront dans la rue pour dénoncer les projets du gouvernement. La privatisation des fonds de pension sape l'essence des systèmes de protection sociale et fait de l'incertitude une partie de la vie de nombreuses personnes lorsqu'elles ne peuvent plus continuer à travailler.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/310859-denoncer-les-projets-de-privatisation-des-fonds-de-pension-en-equateur

Radio Habana Cuba